

Gilles Rufenacht vise le Conseil d'État

«Il faut réconcilier l'économie et la santé»

Le directeur des Cliniques des Grangettes et de La Colline est candidat à la candidature au sein du PLR.

Sophie Davaris

Il y pensait depuis des années. La démission du conseiller d'État Pierre Maudet et la crise actuelle l'ont convaincu de franchir le pas: Gilles Rufenacht, 47 ans, veut représenter le PLR lors de l'élection gouvernementale partielle qui aura lieu en mars. Très motivé, le directeur des Cliniques des Grangettes et de La Colline, qui a présidé la Chambre de commerce, veut réconcilier les mondes de la santé et de l'économie.

Pourquoi vous lancez-vous?

C'est une décision personnelle importante lorsqu'on a une activité professionnelle dense. C'est une décision réfléchie qui vient de l'envie, dans le cadre de la crise, de participer à un exécutif, le lieu idéal pour lancer une politique de relance. Enfin, c'est une décision motivée par l'envie de donner un nouvel élan au PLR. Je suis une personnalité qui se démarque des candidats traditionnels. J'ai beaucoup consulté, j'ai réfléchi et je me lance avec sérieux, force et enthousiasme.

Comment le comité directeur du PLR a-t-il reçu cette annonce?

Le président Bertrand Reich était heureux de cette candidature et je crois qu'il l'a reçue plutôt favorablement. Le comité directeur en a pris note lors d'une réunion Zoom. Jusqu'à fin novembre, tout autre candidat peut s'annoncer. À ma connaissance, je suis le seul pour l'instant. Je veux faire du bien au parti. Redonner confiance aux membres et aux militants du PLR perturbés par les affaires successives et qui ont besoin d'espoir et d'un projet porté par une tête nouvelle.

Pensez-vous avoir une chance d'être désigné par le parti?

Je pars pour gagner, pour faire gagner le parti et lui redonner deux sièges au Conseil d'État. Mon état d'esprit est celui de la conquête et du rassemblement. Candidat de la société civile, je pense avoir une lé-



Directeur de cliniques privées (les Grangettes et La Colline), Gilles Rufenacht a aussi présidé la Chambre de commerce et a une formation d'hôtelier. Des atouts, dit-il, face à la crise sanitaire et économique actuelle. LAURENT GUIRAUD

gitimité politique; j'étais candidat à la députation en 2005, je suis membre du comité directeur et j'ai été très actif au niveau associatif.

Pourriez-vous rallier au-delà du parti?

C'est l'idée. Ma chance est de côtoyer les membres de tous les autres partis cantonaux depuis des années, des gens que j'apprécie et avec qui j'ai bon espoir

d'établir un dialogue. Je suis une personnalité ni clivante ni dogmatique.

Que pensez-vous pouvoir apporter au Conseil d'État?

J'ai envie de revenir aux fondamentaux du parti: la responsabilité individuelle, la compétitivité, les finances publiques saines, des limites à l'expansion de l'État. Dans mon expérience profession-

nelle, j'ai appris à affronter des crises avec sang-froid et détermination. Je sais travailler collégialement, j'espère apporter du liant au Conseil d'État. Ce qui me guide, à la base, c'est l'intérêt général. La politique m'attire depuis toujours. En raison sans doute de mon histoire personnelle et de la trajectoire de mon oncle qui m'a beaucoup inspiré (ndlr: Antoine Rufenacht fut maire du Havre).

J'ajoute que Genève est un canton que j'aime et auquel ma famille est liée depuis longtemps - un de mes aïeux a d'ailleurs fondé l'Hôtel des Bergues, dont il fut le premier directeur.

Vous êtes l'un des rares à ne pas vous être désolidarisé de Pierre Maudet. Lui avez-vous annoncé votre candidature?

C'est l'une des premières personnes que j'ai prévenues, par respect. Cela ne me venait pas à l'esprit de ne pas le faire. Il se présente comme indépendant, pour ma part je reste très attaché au parti.

La situation sanitaire vous donne-t-elle un avantage?

Sincèrement, je pense que oui. J'ai une connaissance fine du système de santé suisse et genevois, et je bénéficie de soutiens dans le monde économique. J'ajoute que je suis issu du monde hôtelier (ndlr: diplômé de l'École hôtelière de Lausanne). J'ai le sens du travail; j'ai été cuisinier au Lyrique, je sais ce que c'est de se lever à 5 h du matin et d'être un patron de restaurant. Il faut pouvoir soutenir ce monde qui en a bien besoin. Je veux soutenir les indépendants et je pense être à même de le faire. Il faut réconcilier l'économie et la santé.

Comment?

Les prises de position sanitaires défient le monde économique. Il faut mieux les expliquer et surtout soutenir l'économie, car la crise aura des conséquences sur l'emploi. La fermeture des commerces a été mal comprise. En valorisant la responsabilité individuelle, on aurait très bien pu laisser certains commerces ouverts. La décision aurait en tout cas mérité plus de coordination régionale. Cette crise est une occasion de favoriser une consommation plus locale, à l'heure d'une transition écologique essentielle.

Vous êtes hostile à un trop grand interventionnisme de l'État. Or, la crise a bien montré le rôle crucial de l'État dans l'économie.

Je ne pense pas que l'État ne doive pas intervenir, sinon je ne briguerais pas une place au gouvernement! Je suis contre l'expansion illimitée de l'État. Mais je pense qu'il doit être là pour stimuler, encourager l'économie et préserver les emplois, particulièrement pendant cette crise qui touche toutes les catégories de la population.

Que pensez-vous de la baisse de salaire demandée aux fonctionnaires et aux infirmières en particulier?

Ce n'est pas un signal positif pour l'ensemble des soignants. Nous ne pourrions cependant pas échapper à des réformes structurelles, rendues d'autant plus nécessaires par la crise que nous traversons.

Le PLR choisira son candidat le 15 décembre

● «Seul Gilles Rufenacht m'a autorisé à parler de son intérêt pour l'élection complémentaire du Conseil d'État.» Il apparaît en filigrane de la mise au point de Bertrand Reich, le président du Parti libéral-radical (PLR), que le directeur général des cliniques Hirslanden à Genève n'est pas l'unique membre du parti à songer à se lancer dans cette course au gouvernement qui fait suite à la démission de Pierre Maudet. Le président affirme du reste très bien comprendre que les candidats potentiels ne se précipitent pas.

«Participer à cette élection est un choix lourd de conséquences, poursuit-il. Les personnes potentiellement intéressées prennent le temps de la réflexion. Ce qui me paraît bien.» Ce temps d'attente et d'incertitude ne devrait toutefois plus durer longtemps. L'échéance du délai de dépôt des candidatures à la candidature du PLR a en effet été fixée au 30 novembre. Les décisions individuelles devraient par conséquent être prises d'ici à une semaine environ.

Le choix du PLR sera effec-

tué lors d'une assemblée des délégués qui se déroulera le 15 décembre. Devra-t-elle valider une unique candidature ou déléguer plusieurs candidatures? Parmi les noms évoqués, celui du député Cyril Aellen revient le plus souvent. Contacté, l'avocat en reste toutefois à un prudent «je ne commente pas». Ce qui ne veut pas dire oui mais ne signifie pas réellement non.

Ce qui est certain aujourd'hui, c'est que le premier tour de l'élection complémentaire se déroulera bien le 7 mars

2021, tel que cela avait rapidement été évoqué. Mercredi, le Conseil d'État a formellement fixé cette date lors de sa séance. Si aucun candidat n'obtient une majorité des suffrages, le second tour aura lieu le 28 mars.

On devrait dès lors savoir assez rapidement qui, en plus de Pierre Maudet lui-même, participera à cette élection. Le délai de dépôt des listes de candidatures est fixé au lundi 11 janvier 2021 avant midi pour le premier tour et au mardi 9 mars 2021 pour l'éventuel second tour. **Eric Budry**